

ACCORD DE COOPÉRATION
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TUNISIENNE
POUR LE DÉVELOPPEMENT DES UTILISATIONS PACIFIQUES
DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Le Gouvernement de la République française

et

le Gouvernement de la République tunisienne

ci-après dénommés les Parties,

AFFIRMANT leur volonté de développer les bonnes relations entre la France et la Tunisie,

DÉSIREUX d'élargir et de renforcer, dans l'intérêt des deux États, la coopération dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques,

CONSIDÉRANT les droits et les obligations des Parties, en particulier au titre du Traité du 1^{er} juillet 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires (ci-après désigné « le T.N.P. ») et la résolution 1540 du Conseil de sécurité,

AFFIRMANT leur soutien aux objectifs et aux dispositions du T.N.P. et leur volonté de promouvoir l'adhésion universelle au T.N.P.,

SOULIGNANT l'importance pour chacune des Parties de la sécurité de ses approvisionnements énergétiques et de la nécessité de développer de nouvelles sources d'énergie,

RAPPELANT que la Tunisie a signé le protocole additionnel à l'accord de garanties entre la République tunisienne et l'Agence Internationale de l'Energie atomique (ci-après désignée « l'AIEA »), en date du 24 mai 2005,

AFFIRMANT leur soutien au système de garanties de l'A.I.E.A. et leur volonté de travailler ensemble pour en assurer l'amélioration et l'efficacité permanente,

CONSIDÉRANT également la volonté des Parties de prendre les dispositions de leur ressort nécessaires pour un développement de l'énergie nucléaire sûr, dans le respect des principes et dispositions prévus par la Convention sur la sûreté nucléaire, la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et son amendement, la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs,

la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire et la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article I^{er}

1. Les Parties coopèrent, sur la base de l'égalité et de l'intérêt mutuel, dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et non explosives conformément aux dispositions du présent Accord, ainsi qu'aux lois et règlements en vigueur dans chaque pays et dans le respect des obligations internationales et des engagements de chacune des Parties.

2. La coopération mentionnée au paragraphe 1 du présent article peut être engagée dans les domaines suivants :

- application de l'énergie nucléaire pour la production d'énergie électrique et pour le dessalement de l'eau ;
- recherche fondamentale et appliquée ne requérant pas, pour ce qui concerne les réacteurs de recherche, l'utilisation d'uranium enrichi à 20 % et plus en isotope 235 ;
- formation des ressources humaines dans le domaine des usages pacifiques de l'énergie nucléaire ;
- développement des applications de l'énergie nucléaire dans les domaines de l'agronomie, de la biologie, des sciences de la terre, de la médecine et de l'industrie ;
- possibilité de prospection et de valorisation de ressources uranifères ;
- gestion du combustible usé et des déchets nucléaires ;
- sûreté nucléaire, radioprotection et protection de l'environnement ;
- sécurité nucléaire ;

64
K

- prévention et réaction aux situations d'urgence liées à des accidents radiologiques ou nucléaires ;
- élaboration de la législation et de la réglementation dans le domaine nucléaire ;
- fourniture d'informations au public sur les questions relatives aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire ;
- développement d'un laboratoire d'instrumentation nucléaire et de maintenance.

ou tout autre domaine de coopération convenu entre les Parties.

3. La coopération peut prendre les formes suivantes :

- échange et formation de personnel scientifique et technique ;
- échange d'informations scientifiques et techniques , conformément aux conditions fixées à l'article V du présent Accord ;
- participation de personnel scientifique et technique de l'une des Parties à des activités de recherche et développement menées par l'autre Partie ;
- conduite en commun d'activités de recherche et d'ingénierie, y compris des recherches et expérimentations conjointes ;
- organisation de conférences et de colloques scientifiques et techniques ;
- fourniture de matières, matières nucléaires, équipements, installations, technologies et prestations de service ;

ou toute autre forme de coopération convenue entre les Parties.

Article II

Dans le présent Accord, tous les termes et expressions ont le sens précisé en Annexe qui fait partie intégrante du présent Accord.

Article III

Les conditions d'application de la coopération définie à l'article I^{er} sont précisées, au cas par cas, dans le respect des dispositions du présent Accord :

- par des accords spécifiques entre les Parties ou les organismes concernés, désignés par elles, pour préciser notamment les programmes et les modalités des échanges scientifiques et techniques et de prestation de services ;

- par des contrats conclus entre les organismes, entreprises et établissements concernés, pour les réalisations industrielles et la fourniture de matières, matières nucléaires, équipements, installations, technologies et la prestation de service.

Article IV

Les Parties prennent toutes les mesures administratives, fiscales et douanières de leur compétence qui sont nécessaires à la bonne exécution du présent Accord ainsi que des accords spécifiques et des contrats visés à l'article III.

Article V

Les Parties garantissent la sécurité et préservent le caractère confidentiel des données techniques et des informations désignées comme telles par la Partie qui les a fournies dans le cadre du présent Accord. Les données techniques et les informations échangées ne sont pas communiquées à un tiers, public ou privé, sans accord préalable donné par écrit par la Partie fournissant la donnée technique ou l'information.



Article VI

Les Parties s'engagent à faciliter, en conformité avec les contrats ou accords conclus à cette fin, la fourniture régulière de combustibles ou de services dans le domaine du cycle du combustible nécessaires à assurer l'alimentation des installations qui seraient développées ou fournies dans le cadre du présent Accord.

Article VII

Les Parties veillent à atteindre et à maintenir, dans les coopérations mises en œuvre en application du présent Accord, le plus haut niveau de sûreté et de sécurité.

Article VIII

Les droits de propriété intellectuelle acquis dans le cadre de la coopération prévue par le présent Accord sont attribués au cas par cas dans les accords spécifiques et les contrats visés à l'article III du présent Accord.

Article IX

1. Les Parties prendront les mesures appropriées pour qu'une législation soit en place le moment venu, définissant un régime de responsabilité civile nucléaire conforme aux principes internationalement reconnus (et notamment celui de la responsabilité objective et exclusive de l'exploitant, couverte par une assurance ou une garantie financière, le cas échéant complétée par l'Etat), applicable au fonctionnement des installations transférées ou développées dans le cadre de la coopération menée au titre de l'Accord.
2. Les Parties ou les organismes chargés par elles de la mise en œuvre du présent Accord traitent des questions relatives à la responsabilité civile, y compris la responsabilité civile nucléaire, dans des accords spécifiques.

Article X

Les Parties s'assurent que les matières, matières nucléaires, équipements, installations et technologies transférés dans le cadre d'arrangements conclus en

vertu du présent Accord, ainsi que les matières nucléaires obtenues ou récupérées comme sous-produits, ne sont utilisés qu'à des fins pacifiques et non explosives.

Article XI

1. Toutes les matières nucléaires détenues par la République tunisienne ou transférées à celle-ci en vertu du présent Accord, ainsi que toutes les générations successives de matières nucléaires récupérées ou obtenues comme sous-produits, sont soumises aux garanties de l'A.I.E.A. en vertu de l'Accord de garanties entre la République tunisienne et l'A.I.E.A., s'appliquant à toutes les matières nucléaires dans toutes les activités nucléaires exercées sur le territoire de la République tunisienne, sous sa juridiction, ou entreprises sous son contrôle en quelque lieu que ce soit.

2. Toutes les matières nucléaires détenues par la République française ou transférées à celle-ci en vertu du présent Accord et notifiées par la République tunisienne à cet effet, ainsi que toutes les générations successives de matières nucléaires récupérées ou obtenues comme sous-produits, sont soumises aux contrôles de sécurité de la Communauté européenne de l'Énergie atomique et au système de garanties appliqué par l'A.I.E.A. en vertu de l'Accord entre la France, la Communauté européenne de l'Énergie atomique et l'A.I.E.A. relatif à l'application de garanties en France, tel que complété par le protocole additionnel signé le 22 septembre 1998.

Article XII

Au cas où les garanties de l'A.I.E.A. visées à l'article XI du présent Accord ne pourraient s'appliquer sur le territoire de l'une ou de l'autre Partie, les Parties s'engagent à entrer aussitôt en rapport en vue de soumettre dans les délais les plus brefs les matières nucléaires transférées ou obtenues en application du présent Accord, ainsi que toutes les générations successives de matières nucléaires obtenues ou récupérées comme sous-produits, à un système mutuellement agréé de garanties, d'une efficacité et d'une portée équivalentes à celles précédemment appliquées par l'A.I.E.A. à ces matières nucléaires.



Article XIII

Les matières, matières nucléaires, équipements, installations et technologies mentionnés à l'article X du présent Accord restent soumis aux dispositions du présent Accord jusqu'à ce :

a) qu'ils aient été transférés ou retransférés hors de la juridiction de la Partie destinataire conformément aux dispositions de l'article XV du présent Accord, ou

b) que les Parties décident d'un commun accord de les y soustraire, ou

c) qu'il soit établi, pour ce qui concerne les matières nucléaires, qu'elles ne sont pratiquement plus récupérables pour être mises sous une forme utilisable pour une quelconque activité nucléaire pertinente du point de vue des garanties visées à l'article XI du présent Accord.

Article XIV

1. Chaque Partie veille à ce que les matières, matières nucléaires, équipements, installations et technologies visés à l'article X du présent Accord soient uniquement placés sous la responsabilité de personnes relevant de sa juridiction et dotées de toutes les qualifications nécessaires pour l'activité particulière dont elles ont la charge.

2. Chaque Partie s'assure que, sur son territoire ou, hors de son territoire jusqu'au point où cette responsabilité est prise en charge par l'autre Partie ou par un État tiers, les mesures adéquates de protection physique des matières, matières nucléaires, équipements et installations visés par le présent Accord sont prises, conformément à sa législation nationale et aux engagements internationaux auxquels elle est partie, en particulier aux dispositions de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et de son amendement.

3. Les niveaux de protection physique sont au minimum ceux qui sont spécifiés à l'Annexe I de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires. Chaque Partie se réserve le droit, le cas échéant, conformément à sa réglementation nationale, d'appliquer sur son territoire des critères plus stricts de protection physique.

4. La mise en oeuvre des mesures de protection physique relève de la responsabilité de chaque Partie à l'intérieur de sa juridiction. Dans la mise en oeuvre de ces mesures, chaque Partie s'inspire du document de l'A.I.E.A. INFCIRC 225/Rév.4.

Les modifications des recommandations de l'A.I.E.A. en relation avec la protection physique ne prennent effet aux termes du présent Accord que lorsque les deux Parties se sont informées mutuellement par écrit de leur acceptation d'une telle modification.

Article XV

1. Au cas où l'une des Parties envisage de retransférer hors de sa juridiction des matières, matières nucléaires, équipements, installations et technologies visés à l'article X, ou de transférer des matières, matières nucléaires, installations, équipements et technologies provenant des équipements ou installations transférés à l'origine ou obtenus grâce aux équipements, installations ou technologies transférés visés à l'article X, dans le cadre du présent Accord, elle ne le fait qu'après avoir obtenu les mêmes assurances, en particulier d'usage pacifique et non explosif, que celles prévues par le présent Accord.

2. En outre, la Partie qui envisage un transfert ou un retransfert conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article obtient au préalable le consentement de la Partie fournisseur :

- a) pour tout retransfert d'installations, équipements ou technologies tels que définis à l'Annexe et fournis en vertu du présent Accord ;
- b) Pour tout transfert d'installations ou d'équipements provenant des installations ou équipements mentionnés au paragraphe a), ou conçus à partir des technologies visées au paragraphe a) ci-dessus ;
- c) Pour tout transfert ou retransfert d'uranium enrichi à plus de 20 % en isotopes 233 ou 235 ou de plutonium produit ou récupéré à partir de matières nucléaires transférées en vertu du présent Accord, ou pour tout retransfert de matières nucléaires transférées en vertu du présent Accord à la République tunisienne.

3. À l'intérieur de l'Union européenne, les transferts et retransferts de matières nucléaires, d'équipements, d'installations et de technologies sont soumis aux dispositions du chapitre IX du traité instituant la Communauté européenne de l'Énergie atomique et aux règlements instituant un régime communautaire de contrôle des exportations de biens et technologies à double usage.

Article XVI

Aucune des dispositions du présent Accord ne peut être interprétée comme portant atteinte aux droits et obligations qui, à la date de sa signature, résultent de la participation de l'une ou l'autre Partie à d'autres accords internationaux pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, notamment pour la Partie française, de son appartenance aux Communautés européennes.

Article XVII

Les Parties créent un comité conjoint en charge du suivi des coopérations engagées dans le cadre du présent Accord, dans le mois qui suit son entrée en vigueur. Les Parties se mettent d'accord sur la structure, la composition et les procédures de ce comité, compte tenu de l'égalité entre les Parties.

Article XVIII

Les Parties s'efforcent de résoudre tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire ou par tout autre moyen pacifique de règlement des différends sur lesquelles les Parties se sont mises d'accord.

Article XIX

Le présent Accord peut être modifié par accord écrit entre les Parties. Cette modification entrera en vigueur à la date à laquelle les Parties seront mutuellement informées par écrit de l'accomplissement de leurs procédures internes respectives requises pour son entrée en vigueur.

Article XX

1. Le présent Accord est conclu pour une durée de vingt ans. Il peut être dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre des Parties. Toute dénonciation doit être notifiée par écrit avec un préavis de six mois.

A l'issue de cette période de vingt ans, il demeure en vigueur tant qu'il n'a pas été dénoncé par l'une ou l'autre des Parties conformément à la procédure mentionnée à l'alinéa précédent.

2. En cas de dénonciation du présent Accord conformément à la procédure mentionnée au paragraphe 1 du présent Article,

- les dispositions pertinentes du présent Accord demeurent applicables aux accords spécifiques et aux contrats signés en vertu de l'article III, qui sont en vigueur ;

- les dispositions des articles V, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV et XVI continuent à s'appliquer aux matières, matières nucléaires, équipements, installations et technologies visés à l'article X transférés en application du présent Accord, ainsi qu'aux matières nucléaires récupérées ou obtenues comme sous-produits.

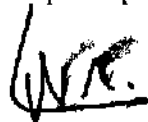
Article XXI

Chaque Partie notifie à l'autre Partie l'accomplissement des procédures requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Celui-ci entre en vigueur à la date de la réception de la dernière notification.

EN FOI DE QUOI, les représentants des deux Gouvernements dûment autorisés à cet effet ont signé le présent Accord.

Fait à TUNIS , le 23 AVRIL 2009 en deux exemplaires, en langues française et arabe, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française



Luc CHATEL

Pour le Gouvernement
de la République tunisienne



AFIF CHELBI

Aux fins du présent Accord :

a) Le terme « matières » désigne les matières non nucléaires destinées aux réacteurs, spécifiées au paragraphe 2 de l'Annexe B des Directives du Groupe des fournisseurs nucléaires publiées par l'A.I.E.A. dans le document INFCIRC/254/Rév.9/Part.1 (ci-après désignées « les Directives »).

b) L'expression « matières nucléaires » désigne toute « matière brute » ou tout « produit fissile spécial » conformément à la définition de ces termes figurant à l'article XX du Statut de l'A.I.E.A. ;

c) Le terme « équipements » désigne les composants principaux spécifiés aux paragraphes 1, 4 et 7 de l'Annexe B des Directives.

d) Le terme « installations » désigne les usines visées aux paragraphes 1, 4 et 7 de l'Annexe B des Directives.

e) Le terme « technologie » désigne l'information spécifique nécessaire pour le « développement », la « production » ou l'« utilisation » de tout article figurant à l'Annexe B des Directives, à l'exception des données communiquées au public, par exemple par l'intermédiaire de périodiques ou de livres publiés, ou qui ont été rendues accessibles sur le plan international sans aucune restriction de diffusion.

Cette information peut prendre la forme de « données techniques » ou d'« assistance technique ».

Le terme « développement » désigne toutes les phases précédant la « production », notamment les études, les recherches relatives à la conception, aux assemblages et aux essais de prototypes et les plans d'exécution.

Le terme « production » désigne toutes les phases de la production, notamment la construction, l'ingénierie de production, la fabrication, l'intégration, l'assemblage, l'inspection, les essais et l'assurance de qualité.

Le terme « utilisation » désigne la mise en oeuvre, l'installation (y compris l'installation sur le site même), l'entretien, les réparations, le démontage de révision et la remise en état.

L'« assistance technique » peut prendre des formes telles que l'instruction, les qualifications, la formation, les connaissances pratiques et les services de consultation.

Les « données techniques » peuvent être constituées de calques, plans, schémas, manuels et modes d'emploi sous une forme écrite ou enregistrée sur d'autres supports tels que disques, bandes magnétiques ou mémoires passives.

f) Le terme « information » désigne tout renseignement, toute documentation ou toute donnée, de quelque nature que ce soit, transmissible sous une forme physique, portant sur des matières, des équipements, des installations ou des technologies soumis au présent Accord, à l'exclusion des renseignements, documentations et données accessibles au public.



اتفاق تعاون

بين

حكومة الجمهورية الفرنسية

و

حكومة الجمهورية التونسية

لتنمية الاستخدامات السلمية للطاقة النووية

إن حكومة الجمهورية الفرنسية ،

و

حكومة الجمهورية التونسية

المشار إليهما فيما يلي "الطرفين"،

تأكيدا على إرادتهما في تعزيز العلاقات الطيبة بين فرنسا وتونس ،

ورغبة منهما في توسيع وتعزيز التعاون لمصلحة الدولتين في مجال استخدام الطاقة النووية حصريا لأغراض سلمية ،

وأخذا بعين الاعتبار حقوق والتزامات الطرفين خاصة في إطار معاهدة عدم انتشار الأسلحة النووية المؤرخة في غرة جويلية 1968 وكذلك قرار مجلس الأمن عدد 1540،

وتأكيدا على دعمهما لأهداف وأحكام معاهدة عدم انتشار الأسلحة النووية وإرادتهما لتنمية الانخراط الكرنلي فيها،

واعتبارا للأهمية، بالنسبة لكل طرف، بتأمين تزوده بالطاقة وضرورة تنمية مصادر جديدة للطاقة،

وحيث أن البلاد التونسية أمضت، بتاريخ 24 ماي 2005، البروتوكول الإضافي لاتفاق تطبيق الضمانات بين الجمهورية التونسية والوكالة الدولية للطاقة الذرية،

وتأكيدا على دعمهما لتنظيم ضمانات الوكالة الدولية للطاقة الذرية وإرادتهما على العمل سويا لضمان تحسينها ونجاحاتها المستمرة،

واعتبارا أيضا لرغبة الطرفين في اتخاذ التدابير الراجعة لهما واللازمة لتنمية طاقة نووية آمنة في كنف احترام المبادئ والأحكام الواردة باتفاقية الأمان النووي، واتفاقية الحماية المادية للمواد النووية و تعديلها، والاتفاقية المشتركة بشأن الإدارة المأمونة للوقود المستهلك وبشأن الإدارة المأمونة للنفايات المشعة، واتفاقية التبليغ المبكر عن وقوع حادث نووي واتفاقية تقديم المساعدة في حالة وقوع حادث نووي أو طارئ إشعاعي.

اتفقتا على ما يلي:

الفصل 1

1- يتعاون الطرفان، على أساس المساواة والمصالح المشتركة، في مجال استخدام الطاقة النووية لأغراض سلمية وغير تفجيرية، طبقاً لأحكام هذا الاتفاق والقوانين والتراتيب سارية المفعول في كل بلد وفي إطار احترام الالتزامات الدولية وتعهدات كلا الطرفين،

2- يمكن أن يشمل التعاون المنصوص عليه بالفقرة الأولى من هذا الفصل المجالات التالية:

- استعمال الطاقة النووية لإنتاج الطاقة الكهربائية وتحليه المياه،
- بحث أكاديمي وتطبيقي لا يستوجب، بالنسبة إلى مفاعلات البحوث، استعمال اليورانيوم المثرى بنسبة 20% أو أكثر بالنظير يو235،
- تكوين الموارد البشرية في مجال الاستخدامات السلمية للطاقة النووية،
- تنمية استخدامات الطاقة النووية في مجالات علم الفلاحة والبيولوجيا وعلوم الأرض والطب والصناعة،
- إمكانية استكشاف و تهمين موارد مناجم اليورانيوم،
- التصرف في الوقود المستهلك والنفايات النووية،
- الأمان النووي والحماية من الأشعة وحماية البيئة،
- السلامة النووية،
- الوقاية والنصدي للطوارئ المرتبطة بالحوادث المشعة أو النووية،
- صياغة القوانين والتراتيب في المجال النووي،
- توفير معلومات للعموم حول المسائل المتعلقة بالاستخدامات السلمية للطاقة النووية،
- تنمية مخبر معدات القيس والصيانة النووية،
- أو أي مجال تعاون آخر متفق عليه بين الطرفين.

3- يمكن أن يأخذ التعاون الأشكال التالية:

- تبادل وتكوين الأعوان العلميين والفنيين،
 - تبادل المعلومات العلمية والفنية، طبقاً للشروط المحددة بالفصل الخامس من هذا الاتفاق،
 - مشاركة الأعوان العلميين والفنيين لأحد الطرفين في أنشطة البحث والتطوير التي يقوم بها الطرف الآخر،
 - التسيير المشترك لأنشطة البحث والهندسة بما في ذلك أبحاث وتجارب مشتركة،
 - تنظيم المؤتمرات والمنتديات العلمية والفنية،
 - توفير المواد النووية والتجهيزات والمنشآت والتكنولوجيات وتقديم الخدمات،
- أو كل شكل آخر من التعاون المتفق عليه بين الطرفين.

الفصل 2

لل كلمات والعبارات في هذا الاتفاق، المعنى المبين في الملحق الذي يشكل جزءاً لا يتجزأ منه.

الفصل 3

يتم توضيح شروط تطبيق التعاون المحدد في الفصل 1 حالة بحالة في إطار احترام أحكام هذا الاتفاق:

- بمقتضى اتفاقات خصوصية بين الطرفين أو بين الأجهزة المعنية والمكلفة منهما خاصة لتحديد البرامج وصيغ التبادل العلمي والفني وتقديم الخدمات،
- بمقتضى عقود مبرمة بين الأجهزة والشركات والمؤسسات المعنية للتنفيذ الصناعي وتوفير المواد و المواد النووية والتجهيزات والمنشآت والتكنولوجيات وتقديم الخدمات.

4

الفصل 4

يتخذ الطرفان كافة التدابير الإدارية والجبائية والجمركية وفق الاختصاص اللازمة لحسن تنفيذ هذا الاتفاق وكذلك للاتفاقات الخصوصية والعقود المذكورة بالفصل 3.

الفصل 5

يضمن الطرفان سلامة و سرية المعطيات الفنية والمعلومات المعينة كذلك من قبل الطرف الذي قدمها في إطار هذا الاتفاق. ولا يمكن إبلاغ المعطيات الفنية والمعلومات المتبادلة إلى طرف آخر عمومي كان أو خاص بدون الموافقة المسبقة والمكتوبة من قبل الطرف الذي قدم المعطى الفني أو المعلومة.

الفصل 6

يلتزم الطرفان، طبق العقود أو الاتفاقات المبرمة لهذا الغرض، بالتوفير المنتظم للوقود أو الخدمات في مجال دورة الوقود اللازم لضمان تزويد المنشآت التي سيقع تنميتها أو تقديمها في إطار هذا الاتفاق.

الفصل 7

يسهر الطرفان على تحقيق أعلى درجة من الأمن والسلامة والمحافظة عليها في مجالات التعاون المنجز طبق هذا الاتفاق.

الفصل 8

تسند حقوق الملكية الفكرية المكتسبة في إطار التعاون الوارد في هذا الاتفاق حسب كل حالة من خلال الاتفاقات الخصوصية والعقود المذكورة بالفصل 3 من هذا الاتفاق.

الفصل 9

1. يتخذ الطرفان التدابير المناسبة بما يكفل إرساء تشريع في الوقت الملائم يحدد نظام مسؤولية مدنية نووية يكون مطابقا للمبادئ المعترف بها دوليا (وبصفة خاصة المسؤولية الموضوعية والحصرية للمشغل، مغطاة بتأمين أو ضمان مالي مكمل عند الاقتضاء من قبل الدولة)، ويمكن تطبيقه عند تسيير المنشآت المحالة أو التي يقع تتميتها في إطار التعاون المنصوص عليه في هذا الاتفاق.

2. يعالج الطرفان أو الأجهزة المكلفة من قبلهما بتنفيذ هذا الاتفاق المسائل المتعلقة بالمسؤولية المدنية، بما في ذلك المسؤولية المدنية النووية في إطار اتفاقات خصوصية.

الفصل 10

يتأكد الطرفان من أن المواد والمواد النووية والتجهيزات والمنشآت والتكنولوجيات المحالة في إطار ترتيبات مبرمة بمقتضى هذا الاتفاق وكذلك المواد النووية الناجمة عنها أو المستعادة كمنتجات ثانوية لا يتم استخدامها إلا لأغراض سلمية وغير تفجيرية.

الفصل 11

1. تخضع كافة المواد النووية في حيازة الجمهورية التونسية أو المحالة إليها بمقتضى هذا الاتفاق، وكذلك كل الأجيال المتعاقبة من المواد النووية المستعادة في تلك المعالجة أو الناجمة عنها كمنتجات ثانوية، لضمانات الوكالة الدولية للطاقة الذرية طبقا لاتفاق الضمانات المبرم بين الجمهورية التونسية والوكالة والمنطبق على كل المواد النووية في جميع الأنشطة النووية التي تمارس على تراب الجمهورية التونسية تحت ولايتها القضائية أو التي تمارس تحت رقابتها في أي مكان ما.

2. تخضع كل المواد النووية في حيازة الجمهورية الفرنسية أو المحالة إليها بمقتضى هذا الاتفاق والمبلغ عنها من قبل الجمهورية التونسية لهذا الغرض، وكذلك جميع الأجيال المتعاقبة للمواد النووية المستعادة في تلك المعالجة أو الناجمة عنها كمنتجات ثانوية لمراقبات السلامة للجماعة الأوروبية للطاقة الذرية ولنظام الضمانات المطبق من قبل الوكالة الدولية للطاقة الذرية بمقتضى الاتفاق المبرم بين فرنسا والمجموعة الأوروبية للطاقة الذرية والوكالة المذكورة والمتعلق بتطبيق الضمانات في فرنسا كما تم إتمامها بمقتضى البروتوكول الإضافي الممضى بتاريخ 22 سبتمبر 1998.

6

الفصل 12

عند عدم إمكانية تطبيق ضمانات الوكالة الدولية للطاقة الذرية المنصوص عليها بالفصل 11 من هذا الاتفاق على تراب أحد الطرفين، يلتزم الطرفان بربط الصلة قورا بغية إخضاع، في أقرب الأجال، المواد النووية المحالة أو المتحصل عليها تطبيقا لهذا الاتفاق وكذلك كل الأجيل المتعاقبة من المواد النووية المستعادة في تلك المعالجة أو الناجمة عنها كمنتجات ثانوية لنظام ضمانات متفق عليه بصفة مشتركة وذي نجاعة و مدى تتساويان مع الضمانات المطبقة سابقا من قبل الوكالة الدولية للطاقة الذرية على هذه المواد النووية.

الفصل 13

تبقى المواد والمواد النووية والتجهيزات والمنشآت والتكنولوجيات المذكورة بالفصل 10 من هذا الاتفاق خاضعة لأحكامه إلى حين :

- أ- إحالتها أو إعادة إحالتها خارج الولاية القضائية للطرف المتلقي طبقا لأحكام الفصل 15 من هذا الاتفاق، أو
- ب اتفاق الطرفين بصفة مشتركة لسحبها، أو
- ت- إذا اتضح، بالنسبة للمواد النووية، أنه لا يمكن عمليا استعادتها لوضعها في شكل قابل للاستعمال في أي نشاط نووي ذي صلة من وجهة نظر الضمانات المذكورة بالفصل 11 من هذا الاتفاق.

الفصل 14

1. يسهر كل طرف على أن تكون المواد والمواد النووية والتجهيزات والمنشآت والتكنولوجيات المذكورة بالفصل 10 من هذا الاتفاق موضوعة بصفة حصرية تحت مسؤولية أشخاص راجعين إلى ولايته القضائية ويتمتعون بكل الكفاءات الضرورية للقيام بالنشاط الخاص المكلفين به.

2. يتأكد كل طرف داخل ترابه أو خارجه إلى حد تحمل هذه المسؤولية من قبل الطرف الآخر أو من قبل دولة أخرى، أنه تم اتخاذ التدابير الملائمة للحماية المادية للمواد والمواد النووية والتجهيزات والمنشآت المنصوص عليها في هذا الاتفاق،

طبقا لتشريع الوطني والتزاماته الدولية التي هو طرف فيها وخاصة أحكام اتفاقية الحماية المادية للمواد النووية وتعديلها.

3. تكون مستويات الحماية المادية على الأقل تلك الواردة بالملحق عدد 1 من اتفاقية الحماية المادية للمواد النووية. ويحتفظ كل طرف بحقه، عند الاقتضاء، طبقا لتراثيحه الوطنية وداخل ترابه بتطبيق معايير أكثر صرامة للحماية المادية.

4. يرجع تنفيذ تدابير الحماية المادية لمسؤولية كل طرف داخل ولايته القضائية، ويستأنس كل طرف عند اعتماد هذه التدابير بوثيقة الوكالة الدولية للطاقة الذرية INFCIRC 225/ Rév. 4.

لا تدخل التعديلات على توصيات الوكالة الدولية للطاقة الذرية ذات العلاقة بالحماية المادية حيز التنفيذ بمقتضى هذا الاتفاق إلا بعد تبادل الإعلام المشترك بين الطرفين كتابيا بقبول هذه التعديلات.

الفصل 15

1. في حالة اعتزام أحد الطرفين إعادة تحويل خارج ولايته القضائية موادا ومواد نووية وتجهيزات ومنشآت وتكنولوجيات منصوص عليها بالفصل 10 أو إحالة المواد والمواد النووية والمنشآت والتجهيزات والتكنولوجيات المتأتية من التجهيزات أو المنشآت التي وقعت إحالتها منذ البداية أو المتحصل عليها بفضل المنشآت، التجهيزات أو التكنولوجيات المحالة والمذكورة بالفصل 10 في إطار هذا الاتفاق، فإنه لا يمكنه القيام بذلك إلا بعد حصوله على ضمانات مماثلة خاصة المتعلقة بالاستخدام السلمي وغير التفجيري لتلك الواردة بهذا الاتفاق.

2. بالإضافة إلى ذلك، يتعين على الطرف الذي يعتزم إحالة أو إعادة إحالة طبقا لأحكام الفقرة الأولى من هذا الفصل أن يحصل بصفة مسبقة على رضا الطرف المزود:

أ- لكل إعادة إحالة للمنشآت أو التجهيزات أو التكنولوجيات كما وقع تعريفها بالملحق وتم توفيرها بمقتضى هذا الاتفاق،

ب- لكل إحالة للمنشآت أو التجهيزات المتأثية من المنشآت أو التجهيزات المذكورة بالفقرة أ أو المستمدة انطلاقاً من التكنولوجيات المشار إليها بالفقرة أ. أعلاه،

ت - لكل إحالة أو إعادة إحالة لليورانيوم المثري بأكثر من نسبة 20 % بالنظير يو 233 أو 235 أو البلوتينيوم المنتج أو الذي وقعت استعادته من المواد النووية المحالة بمقتضى هذا الاتفاق، أو كل إعادة إحالة مواد نووية وقعت إحالتها بمقتضى هذا الاتفاق للجمهورية التونسية.

3. تخضع إحالة أو إعادة إحالة مواد نووية وتجهيزات ومنشآت وتكنولوجيات داخل الإتحاد الأوروبي لأحكام الباب التاسع من المعاهدة المنشئة للجماعة الأوروبية للطاقة الذرية وللتراتيب المنشئة لنظام المجموعة الأوروبية المتعلق بمراقبة صادرات المواد والتكنولوجيات ذات الاستعمال المزدوج.

الفصل 16

لا يمكن تأويل أي من أحكام هذا الاتفاق بصفة تمس من حقوق والتزامات ناجمة عند تاريخ توقيع هذا الاتفاق، عن مشاركة أحد الطرفين في اتفاقيات دولية متعلقة باستخدام الطاقة النووية لأغراض سلمية وخاصة بالنسبة للطرف الفرنسي عن انتمائه للجماعات الأوروبية.

الفصل 17

يحدث الطرفان لجنة مشتركة مكلفة بمتابعة التعاون في إطار هذا الاتفاق خلال الشهر الذي يلي دخوله حيز التنفيذ. ويتفق الطرفان على هيكله وتركيبه وإجراءات عمل هذه اللجنة مع اعتبار المساواة بين الطرفين.

الفصل 18

يسعى الطرفان لتسوية كل نزاع يتعلق بتأويل أو تطبيق هذا الاتفاق عن طريق التفاوض والتحقيق والوساطة والتوفيق والتحكيم والتسوية القضائية أو بأي وسيلة سلمية أخرى لفض النزاعات يتفق الطرفان بشأنها.

الفصل 19

يمكن تعديل هذا الاتفاق كتابيا بين الطرفين. ويدخل هذا التعديل حيز التنفيذ من تاريخ تبادل الطرفين كتابيا الإشعار باستكمال الإجراءات الداخلية لكل منهما والمستوجبة لدخوله حيز التنفيذ.

الفصل 20

1- أبرم هذا الاتفاق لمدة عشرين سنة ويمكن إلغاؤه في كل وقت من قبل أحد الطرفين. ويتعين أن يكون كل إبلاغ بالإلغاء كتابيا وقبل ستة أشهر.

وإثر فترة العشرين سنة، يبقى هذا الاتفاق ساري المفعول طالما لم يتم إلغاؤه من قبل أحد الطرفين طبقا للإجراءات المنصوص عليها بالفقرة السابقة.

2- في صورة إلغاء هذا الاتفاق طبقا للإجراءات المنصوص عليها بالفقرة الأولى من هذا الفصل :

- تبقى أحكام هذا الاتفاق ذات الصلة سارية المفعول بالنسبة للاتفاقات الخصوصية والعقود المبرمة بمقتضى الفصل 3 والتي تزال جارية،

- يتواصل تنفيذ أحكام الفصول 5 و 7 و 8 و 9 و 10 و 11 و 12 و 13 و 14 و 15 و 16 سارية المفعول بالنسبة للمواد والمواد النووية والتجهيزات والمنشآت والتكنولوجيات المشار إليها بالفصل 10 والمحالة تطبيقا لهذا الاتفاق وكذلك بالنسبة للمواد النووية المستعادة في تلك المعالجة أو الناجمة عنها كمنتجات ثانوية.

الفصل 21

يبلغ كل طرف الطرف الآخر باستكمال الإجراءات المستوجبة بالنسبة إليه بشأن دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ. ويدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ انطلاقاً من تاريخ تلقي آخر إشعار.

و إثباتاً لما تقدم، تم التوقيع على هذا الاتفاق من قبل ممثلي الحكومتين المرخص لهما في ذلك.

أبرم بتونس في 23 أبريل 2009 في نظيرين باللغتين العربية والفرنسية يتساويان في الحجية.

عن حكومة الجمهورية التونسية

عن حكومة الجمهورية الفرنسية

وزير الصناعة والطاقة والمؤسسات
الصغرى والمتوسطة

سكرتير دولة مكلف بالصناعة
والاستهلاك لدى وزيرة الاقتصاد
والصناعة والتشغيل

عفيف شلبي

لوك شاتال



الملحق

لأغراض هذا الاتفاق:

(أ) تعني لفظة "المواد"، المواد غير النووية المخصصة للمفاعلات المبينة بالفقرة 2 من الملحق ب من توجيهات مجموعة موردي الموارد النووية المنشورة من قبل الوكالة الدولية للطاقة الذرية بالوثيقة INFCIRC/ 254/ Rév.9/ Part 1 (المشار إليها في ما يلي بـ "التوجيهات").

(ب) تعني عبارة "المواد النووية"، كل "مادة مصدريّة" أو كل "مادة انشطارية خاصة" طبقاً لتعريف هذه الألفاظ المنصوص عليه بالمادة 20 من النظام الأساسي للوكالة الدولية للطاقة الذرية.

(ت) تعني لفظة «التجهيزات»، المكونات الأساسية المحددة بالفقرات 1 و 4 و 7 من الملحق ب من التوجيهات.

(ث) تعني لفظة "المنشآت"، المصانع المذكورة بالفقرات 1 و 4 و 7 من الملحق ب من التوجيهات.

(ج) تعني لفظة "التكنولوجيا"، المعلومة الخاصة واللازمة لتنمية "إنتاج"، أو "استخدام" كل مادة واردة بالملحق ب من التوجيهات ، باستثناء المعطيات التي تم إطلاع العموم عليها مثلاً عن طريق دوريات أو كتب منشورة أو تلك التي أصبحت متاحة على المستوى الدولي دون أي تحديد نشر.

يمكن أن تأخذ هذه المعلومة شكل "معطيات فنية" أو "مساعدة فنية".

تعني لفظة "التنمية"، كل المراحل التي تسبق "الإنتاج" بصفة خاصة الدراسات والبحوث المتعلقة بالتصور والتجميع وتجارب النماذج ومخططات التنفيذ.

تعني لفظة "الإنتاج"، كل مراحل الإنتاج لأسيما البناء وهندسة الإنتاج والتصنيع والاندماج والتجميع والتفقد والتجارب وتأمين الجودة.

تعني لفظة "الاستخدام"، التنفيذ، التركيز (بما في ذلك التركيز على الموقع نفسه) والصيانة والإصلاحات والتفكيك للمراجعة والإرجاع إلى الحالة الأولى.

يمكن أن تأخذ "المساعدة الفنية" عدة أشكال مثل التعليم والتأهيل والتكوين والمعارف التطبيقية وخدمات الاستشارة.



يمكن أن تتكون "المعطيات الفنية" من بيانات ومخططات ورسوم وطرق ومناهج استعمال بصيغة مكتوبة أو مسجلة على حوامل أخرى مثل أقراص مضغوطة وبطاقات مغناطيسية ووسائل أخرى رقمية.

ح) يعني لفظ "المعلومة"، كل إرشادات أو وثيقة أو معطى مهما كان قابل للتحويل بشكل مادي يتعلق بمواد وتجهيزات ومنشآت أو تكنولوجيات خاضعة لهذا الاتفاق باستثناء الإرشادات والوثائق والمعطيات المتاحة للعموم.

